

Canada Industrial Relations Board



Conseil canadien des relations industrielles

C.D. Howe Building, 240 Sparks Street, 4th Floor West, Ottawa, Ont. K1A 0X8
Édifice C.D. Howe, 240, rue Sparks, 4^e étage Ouest, Ottawa (Ont.) K1A 0X8

Motifs de décision

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

requérant,

et

Société canadienne des postes, TLM Logistics inc.
et JCE Logistics inc.,

employeurs.

Dossier du Conseil : 26935-C

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

requérant,

et

Société canadienne des postes et Eazy Express inc.,

employeurs.

Dossier du Conseil : 26936-C

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

requérant,

et

Société canadienne des postes et 1644307 Ontario
inc. faisant affaire sous la raison sociale Super
Express,

employeurs.

Dossier du Conseil : 27028-C

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes,

requérant,

et

Société canadienne des postes et RMS Pope
incorporée,

employeurs.

Dossier du Conseil : 27029-C

Référence neutre : 2012 CCRI 635

Le 9 mars 2012

Dans le cadre d'une série de demandes présentées par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (le STTP) en vue d'obtenir des déclarations d'employeur unique entre la Société canadienne des postes (la SCP) et diverses entreprises exécutant des services aux termes d'un contrat conclu avec la SCP (appelées collectivement les entrepreneurs postaux), la SCP a soulevé une question préliminaire concernant l'applicabilité du paragraphe 13(5) de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, L.R.C. (1985), ch. C-10 (la LSCP) aux demandes du STTP. Par consentement des parties, le Conseil canadien des relations industrielles (le Conseil), composé de M^e Elizabeth MacPherson, Présidente, et de MM. Norman Rivard et Patrick Heinke, Membres, a examiné la question préliminaire au cours d'une audience distincte tenue le 16 janvier 2012. À la suite de l'audience, les parties ont présenté des observations écrites finales. Le 29 février 2012, le Conseil a rendu une décision sommaire. Voici les motifs de la décision du Conseil sur la question préliminaire.

Ont comparu

M^{cs} Jean-Marc Eddie et Joël Dubois, pour le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes;

M^{cs} John D. R. Craig et Michael S. Smyth, pour la Société canadienne des postes;

M^c Thomas A. Stefanik, pour Eazy Express inc. et RMS Pope incorporée.

I – Contexte

[1] Le paragraphe 13(5) de la LSCP prévoit que :

13.(5) Pour l'application de la partie I du *Code canadien du travail* à la Société ainsi qu'à ses dirigeants et employés, les entrepreneurs postaux sont réputés n'être ni des entrepreneurs dépendants ni des employés au sens du paragraphe 3(1) du code.

[2] L'expression « entrepreneur postal » est définie ainsi au paragraphe 2(1) de la LSCP : « [t]oute personne partie à un contrat d'entreprise avec la Société pour la transmission des envois ».

[3] Cette disposition était à l'origine le paragraphe 13(6) de la LSCP lorsque la SCP fut établie en 1981 pour remplacer l'ancien ministère des Postes. Avant 1981, les relations du travail entre le ministère des Postes et ses employés étaient régies par la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, L.R.C. (1985), ch. P-35. Une des conséquences de passer d'un statut de ministère à un statut de société d'État était que les relations du travail à la SCP relevaient désormais du *Code canadien du travail*. À l'époque, la partie V du *Code canadien du travail* régissait les relations industrielles ; la partie V est devenue la partie I durant la refonte générale des lois de 1985.

[4] En 1987, la Cour d'appel fédérale (la Cour) a eu l'occasion d'examiner le paragraphe 13(6) (aujourd'hui le paragraphe 13(5)) de la LSCP, dans le cadre d'un contrôle judiciaire d'une décision du Conseil canadien des relations du travail (le CCRT), qui avait conclu que les facteurs ruraux employés par la SCP étaient des employés au sens du *Code*. Dans l'arrêt *Société canadienne des postes c. Syndicat des postiers du Canada*, [1989] 1 C.F. 176 (C.A.), la Cour a statué que l'intention du législateur lorsqu'il avait édicté le paragraphe 13(6) était de définir et de circonscrire la

compétence du Conseil, et que la norme de contrôle applicable aux décisions du Conseil interprétant cette disposition est la norme de la décision correcte. La Cour a ensuite ajouté que la compétence et le pouvoir indéniable du Conseil de déclarer qui est ou n'est pas un employé est circonscrit par cette disposition de la LSCP. Selon la Cour, le législateur voulait que les personnes parties à des contrats portant sur le transport du courrier ne soient pas considérées comme des entrepreneurs dépendants, ni comme des employés, même si les contrats en question les plaçaient dans une position de dépendance.

[5] Dans le même arrêt, la Cour faisait observer que l'expression « entrepreneur postal » figurait dans seulement deux dispositions de la LSCP : le paragraphe 13(6) et l'article 38 (aujourd'hui respectivement le paragraphe 13(5) et l'article 40). Cette dernière disposition confère aux entrepreneurs postaux la même immunité à l'égard des réclamations du public que celle dont bénéficient la Couronne et la SCP.

[6] Les demandes présentées par le STTP pour que les entreprises TLM Logistics inc. et JCE Logistics inc., Eazy Express inc., Super Express et RMS Pope incorporée soient déclarées employeur unique avec la SCP sont fondées sur l'article 35 du *Code canadien du travail (Partie I – Relations du travail)* (le *Code*), qui prévoit ce qui suit :

35.(1) Sur demande d'un syndicat ou d'un employeur concernés, le Conseil peut, par ordonnance, déclarer que, pour l'application de la présente partie, les entreprises fédérales associées ou connexes qui, selon lui, sont exploitées par plusieurs employeurs en assurant en commun le contrôle ou la direction constituent une entreprise unique et que ces employeurs constituent eux-mêmes un employeur unique. Il est tenu, avant de rendre l'ordonnance, de donner aux employeurs et aux syndicats concernés la possibilité de présenter des arguments.

(2) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (1), le Conseil peut décider si les employés en cause constituent une ou plusieurs unités habiles à négocier collectivement.

[7] Il n'est pas contesté que TLM Logistics inc. et JCE Logistics inc., Eazy Express inc., Super Express et RMS Pope incorporée sont des entrepreneurs postaux au sens de la LSCP.

II – Position des parties

A – La Société canadienne des postes

[8] La SCP soutient que le paragraphe 13(5) rend irrecevables les demandes du STTP.

[9] La SCP soutient que l'intention du législateur à l'égard du paragraphe 13(5) de la LSCP était d'établir, pour toutes les dispositions du *Code*, une séparation absolue sur le plan des relations du travail entre la SCP et les entrepreneurs postaux. Elle fait valoir que le paragraphe 13(5) empêche les entrepreneurs postaux et leurs travailleurs d'être considérés comme des entrepreneurs dépendants ou des employés de la SCP aux fins de la partie I du *Code*. Elle ajoute que cette disposition de la LSCP signifie que les entrepreneurs postaux ne peuvent être déclarés constituer un employeur unique avec la SCP et que les travailleurs employés par un entrepreneur postal ne peuvent pas être inclus dans une unité de négociation constituée d'employés de la SCP. D'après la SCP, l'objet manifeste du paragraphe 13(5) de la LSCP serait compromis si le Conseil devait conclure que la SCP et les entrepreneurs postaux constituent un employeur unique aux fins du *Code*.

[10] La SCP fait observer que, depuis que le STTP a présenté ses demandes fondées sur l'article 35, deux des entrepreneurs postaux visés par les demandes, à savoir Eazy Express inc. et Super Express, ne sont plus titulaires des contrats qui faisaient l'objet de deux des demandes. Il en est ainsi en raison des politiques contractuelles de la SCP, en vertu desquelles se fait régulièrement le lancement de nouveaux appels d'offres pour le service urbain fusionné (le SUF) et le service routier (le SR).

[11] Par le témoignage de son ancien directeur national des contrats de transport, M. Allan McArthur, la SCP a informé le Conseil qu'elle a conclu quelque 200 conventions avec entre 125 à 150 entrepreneurs pour le SUF, et entre 1 000 à 1 200 conventions avec quelque 600 à 800 entrepreneurs pour le SR. Selon M. McArthur, la SCP et son prédécesseur, le ministère des Postes, ont toujours eu pour habitude de confier en sous-traitance le travail pour le SUF et le SR, car c'est là un modèle d'affaires plus économique et plus rentable, qui dispense la SCP de gérer une importante flotte de véhicules. Les appels d'offres se font par un processus ouvert et compétitif. La SCP évalue les soumissions en fonction de nombreux facteurs, y compris le prix, la capacité

d'exécuter le service requis, les véhicules, les références et l'expérience antérieure du soumissionnaire avec la SCP. La SCP ne se soucie pas de savoir si le soumissionnaire retenu est une personne physique, une entreprise individuelle, une société de personnes ou une personne morale, son principal objectif étant d'obtenir le prix le plus concurrentiel pour les services. M. McArthur a témoigné qu'il est courant pour les entrepreneurs postaux du SUF et du SR de posséder, ou de recruter, leur propre personnel pour exécuter les services prévus aux termes de leurs conventions avec la SCP. Pour ce qui est de ce personnel, il peut s'agir de quelques travailleurs ou de proches parents, mais également d'entreprises de grande taille comptant des employés, des propriétaires-exploitants, des opérateurs à contrat ou encore d'une combinaison d'employés et de sous-traitants.

[12] La SCP a aussi fait entendre son ancien avocat-conseil général, M^e Peter McInenly, qui avait joué un rôle dans la conversion du ministère des Postes en société d'État en 1981. Il a témoigné que les raisons à l'origine de ce changement étaient notamment la viabilité financière, les normes de service et la stabilité des relations patronales-syndicales. Selon le témoignage de M^e McInenly, la rentabilité était la raison principale pour laquelle on avait continué de recourir, pour les activités du SUF et du SR, à des entrepreneurs postaux recrutés par voie d'appels d'offres. Il a témoigné que la version originale du paragraphe 13(5) de la LSCP, alors connue sous le nom de projet de loi C-42, avait été rédigée de façon générale et qu'elle aurait eu pour effet d'exclure de la portée du *Code* tous les entrepreneurs postaux, y compris les employeurs de compétence fédérale comme Air Canada et la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada. Pour faire en sorte que les entrepreneurs postaux demeurent assujettis au *Code* aux fins de leurs relations avec leurs propres employés, la disposition avait été amendée en comité afin de prévoir simplement que les entrepreneurs postaux sont réputés ne pas être des entrepreneurs dépendants.

[13] La SCP fait valoir que les objectifs fondamentaux du paragraphe 13(5) de la LSCP étaient les suivants :

- (1) préserver, sur le plan des relations du travail, les statuts du service postal et de ses entrepreneurs postaux tels qu'ils existaient à la date de la promulgation de la LSCP en 1981, à savoir que les entrepreneurs postaux et leurs employés ne pouvaient pas être inclus dans une unité de négociation avec des employés de la SCP;

- (2) faire en sorte que la SCP puisse continuer d'appliquer les procédures d'appel d'offres et de négociation de contrat qui existaient avant 1981 relativement aux entrepreneurs postaux, sans craindre de conséquences préjudiciables sur le plan des relations du travail;
- (3) garantir à la SCP et à ses syndicats la stabilité et la certitude quant à savoir qui pouvait ou ne pouvait pas avoir des relations du travail avec la SCP au sens du *Code*.

[14] Selon la SCP, le compte rendu des débats tenus le 18 décembre 1980, lorsque le projet de loi C-42 fut examiné par le Comité permanent des prévisions budgétaires en général, confirme cette intention du législateur d'écarter les dispositions du *Code* afin de préserver le processus d'appel d'offres alors en vigueur. La SCP fait valoir que les comptes rendus de l'examen parlementaire du projet de loi C-42 étayaient sa prétention selon laquelle le paragraphe 13(5) devait s'appliquer aux entrepreneurs postaux possédant leur propre personnel, et établir, en matière de relations du travail, une séparation entre ces entrepreneurs et la SCP. La SCP souligne que les comptes rendus en question ont été examinés par la Cour dans l'arrêt *Société canadienne des postes c. Syndicat des postiers du Canada*, précité, lorsqu'elle a confirmé que les entrepreneurs de routes rurales n'étaient pas des employés ou des entrepreneurs dépendants aux fins du *Code*.

[15] La SCP soutient que les travailleurs individuels qui exécutent des services pour un entrepreneur postal aux termes d'une convention avec la SCP peuvent être considérés comme des entrepreneurs dépendants même s'ils ne sont pas signataires de la convention conclue avec la SCP. Elle ajoute que, par l'effet du paragraphe 13(5) de la LSCP, l'entrepreneur postal qui est signataire d'une convention avec la SCP, de même que tous les travailleurs exécutant des services aux termes de ce contrat, doivent être réputés ne pas être des employés ni des entrepreneurs dépendants, et par conséquent ne peuvent faire partie d'une quelconque unité de négociation de la SCP.

[16] La SCP fait une distinction entre la présente affaire et la décision *Eazy Express inc.*, 2010 CCRI LD 2277, dans laquelle le Conseil a conclu que les employés d'un entrepreneur postal étaient des employés par rapport à cet entrepreneur et qu'ils avaient le droit de se faire représenter par un syndicat. Selon la SCP, cette affaire ne concernait pas l'application de l'article 35 du *Code*. La SCP fait aussi une distinction avec la décision d'un arbitre en recouvrement de salaires, *A.P.W. Enterprises Ltd. v. Attridge*, [1988] C.L.A.D. No. 689 (B.D. Bruce) (QL), où il est indiqué que le

paragraphe 13(5) de la LSCP ne s'applique qu'aux personnes qui ont conclu un contrat avec la SCP. Selon la SCP, cette décision traitait d'un point relevant de la partie III du *Code*, non de la partie I.

[17] La SCP fait valoir que, si les entrepreneurs postaux ne sont pas des employés ni des entrepreneurs dépendants, l'unique statut qu'ils peuvent avoir est celui d'entrepreneur indépendant. Selon elle, si les entrepreneurs postaux sont indépendants, ils ne peuvent être considérés comme un employeur unique avec la SCP, car, pour que le Conseil puisse déclarer que des employeurs constituent un employeur unique aux fins du *Code*, il doit conclure que les deux employeurs assurent en commun le contrôle ou la direction des entreprises.

[18] La SCP soutient aussi que, en tout état de cause, le Conseil ne devrait pas exercer son pouvoir discrétionnaire pour déclarer que les entrepreneurs postaux visés par les présentes demandes constituent un employeur unique avec la SCP, car une telle déclaration aurait d'importants effets préjudiciables sur la SCP et sur les entrepreneurs postaux.

[19] La SCP presse le Conseil de rejeter la position du STTP, selon laquelle les employés d'entrepreneurs postaux peuvent être inclus dans la principale unité de négociation du STTP par l'effet de l'article 35 du *Code*, au motif que ces employés n'ont pas formellement conclu de contrats directement avec la SCP. Elle fait valoir qu'un tel résultat ferait abstraction de l'intention du législateur de maintenir la séparation qui existait avant 1981 entre les employés de la poste et les entrepreneurs postaux et leurs employés. Selon la SCP, si la position du STTP devait être retenue, alors la SCP courrait le risque d'être déclarée employeur unique avec chacun des entrepreneurs postaux possédant son propre personnel. Il faudrait dans chaque cas faire enquête, car certains entrepreneurs postaux ont des employés tandis que d'autres ont recours à des propriétaires-exploitants ou à des opérateurs à contrat pour exécuter le travail.

B – Les entrepreneurs postaux

[20] Seule l'entreprise Eazy Express inc. (Eazy) a choisi de participer à l'instance du Conseil relative à la question préliminaire. Eazy est d'accord avec la SCP pour dire que le paragraphe 13(5) de la

LSCP empêche le Conseil de traiter la demande du STTP visant à déclarer que Eazy et la SCP constituent un employeur unique.

[21] Eazy fait observer qu'il n'est pas contesté qu'elle est un « entrepreneur postal » au sens de la LSCP. S'appuyant sur le témoignage du témoin de la SCP, M. Allan McArthur, Eazy affirme que la relation entre la SCP et ses entrepreneurs postaux repose sur le rendement et la fiabilité et que la forme juridique de l'entrepreneur postal (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'un entrepreneur individuel, d'une société de personnes ou d'une personne morale) n'a aucune importance pour la SCP. Tout comme la SCP, Eazy soutient que le Conseil devrait interpréter la définition d'« entrepreneur postal » contenue dans la LSCP comme englobant non seulement l'entité juridique qui conclut un contrat avec la SCP, mais également toutes les personnes qui exécutent des services aux termes de ce contrat. Selon Eazy, interpréter autrement cette expression reviendrait à privilégier la forme au détriment du fond et ne servirait aucun objectif lié aux relations du travail.

[22] Selon Eazy, si l'interprétation préconisée par le STTP était retenue, des résultats différents en découleraient selon la structure organisationnelle de chaque entrepreneur postal. Eazy soutient que le législateur ne pouvait vouloir que l'applicabilité du paragraphe 13(5) dépende de la nature et de la structure de la partie avec laquelle la SCP conclut un contrat.

C – Le STTP

[23] Le STTP affirme que, comme les employés des entrepreneurs postaux n'ont pas eux-mêmes signé de contrats avec la SCP, le paragraphe 13(5) de la LSCP ne les empêche pas d'être considérés comme des employés de la SCP. Il fait valoir que la définition d'« employé de la poste » dans l'ancienne *Loi sur les postes* excluait explicitement l'« employé d'un entrepreneur postal », alors que cette dernière expression ne figure pas dans la définition d'« entrepreneur postal » contenue dans la LSCP. Le STTP soutient qu'il faut un libellé clair et explicite pour priver quelqu'un des droits garantis par le *Code*.

[24] Le STTP s'oppose aussi à ce que les débats parlementaires et les témoignages d'anciens employés de la SCP soient invoqués, affirmant que ces débats et témoignages ne peuvent servir à établir l'intention du législateur.

[25] Selon le STTP, le Conseil devrait faire peu de cas de l'argument selon lequel l'objet du paragraphe 13(5) de la LSCP était de garantir la viabilité économique et la stabilité de la SCP par la préservation du processus antérieur d'appel d'offres, étant donné que la SCP a consenti, durant les négociations collectives avec le STTP en 2003, à conférer le statut d'employé à plus de 6 000 entrepreneurs de routes rurales. Le STTP soutient que la SCP a continué d'être rentable malgré cette exception faite au paragraphe 13(5) de l'application de la LSCP.

[26] Le STTP se fonde sur le libellé clair de la LSCP pour affirmer que seuls ceux qui ont conclu un contrat directement avec la SCP peuvent être considérés comme des entrepreneurs postaux. Il soutient donc que les employés d'entrepreneurs postaux ne peuvent être inclus dans cette définition et que ses demandes ne sont pas visées par l'interdiction prévue au paragraphe 13(5). Le STTP invoque deux décisions du Conseil, *Eazy Express inc.*, précitée, et *Galarneau*, 2003 CCRI 239, pour affirmer que le paragraphe 13(5) régit la relation entre la SCP et les entrepreneurs postaux, mais qu'il n'était pas prévu qu'il s'applique à la relation entre un entrepreneur postal et les personnes que cet entrepreneur embauche en vue d'exécuter le travail. Le STTP souligne aussi que, dans l'arrêt invoqué par la SCP, *Société canadienne des postes c. Syndicat des postiers du Canada*, précité, la Cour ne s'était pas penchée sur le statut des employés d'entrepreneurs postaux.

[27] Le STTP soutient que, dans la mesure où les dispositions de la LSCP écartent des droits conférés par le *Code*, ces dispositions doivent être interprétées d'une manière étroite et stricte (il cite l'arrêt *Crystalline Investments Ltd. c. Domgroup Ltd.*, 2004 CSC 3; [2004] 1 R.C.S. 60; et *Sullivan on the Construction of Statutes*, 5^e édition, Markham, LexisNexis Canada, 2008, à la page 467). Selon le STTP, si le législateur avait voulu que les employés d'entrepreneurs postaux soient inclus dans la définition d'« entrepreneur postal », il l'aurait formulé explicitement. Le STTP soutient que, en l'absence d'un libellé législatif explicite, l'interprétation que donnent la SCP et Eazy du paragraphe 13(5) de la LSCP doit être rejetée. Par ailleurs, le STTP soutient que, comme le législateur a omis l'expression « un employé d'un entrepreneur postal » de la définition de

« entrepreneur postal » contenue dans la LSCP, alors que cette expression apparaissait dans l'ancienne *Loi sur les postes*, il faut présumer que cette omission a de l'importance.

[28] Le STTP affirme que le paragraphe 13(5) de la LSCP ne rend pas irrecevables ses demandes fondées sur l'article 35 du *Code* et que le Conseil a donc le pouvoir nécessaire pour instruire et trancher ses demandes de déclaration d'employeur unique.

III – Analyse et décision

[29] Le Conseil a examiné l'objection du STTP sur l'admissibilité des débats parlementaires en tant que preuve de l'intention du législateur, mais il est d'avis que cette preuve, bien que non déterminante, est utile et admissible. En ce qui concerne l'objection du STTP sur l'admissibilité de la preuve produite par les témoins de la SCP, le Conseil note que, en vertu de l'alinéa 16c) du *Code*, il a le pouvoir discrétionnaire d'accepter tous témoignages et renseignements qu'il juge indiqués, qu'ils soient admissibles ou non en justice. Le Conseil a donc pris en considération la preuve présentée par les témoins de la SCP.

[30] Les éléments de preuve présentés au Conseil révèlent que, lorsque la LSCP fut adoptée par le Parlement en 1981, les entrepreneurs postaux engagés par la SCP et assujettis au paragraphe 13(5) comprenaient les facteurs ruraux, les entrepreneurs de SUF et les entrepreneurs de SR. Par suite d'une entente intervenue entre les parties dans le cadre des négociations collectives en 2003, les facteurs ruraux sont devenus des employés de la SCP (facteurs ruraux et suburbains, ou FRS) et ont été placés dans une unité de négociation distincte de celle des autres employés de la SCP représentés par le STTP. Cependant, à ce jour, la SCP continue de lancer des appels d'offres aux entrepreneurs pour l'acheminement du courrier vers et depuis les installations postales des secteurs urbains (contrats SUF) et pour le transport du courrier entre les installations postales aux niveaux régional et national (contrats SR).

[31] Selon la preuve présentée au Conseil, les entrepreneurs postaux qui soumissionnent ces travaux ont diverses formes juridiques : certains contrats sont détenus par des personnes physiques ou des entreprises individuelles qui exécutent le travail elles-mêmes ou avec l'aide de proches parents;

d'autres sont détenus par des sociétés de personnes ou de petites entreprises; et d'autres encore sont détenus par de grandes entreprises de transport qui exécutent aussi des travaux pour des clients autres que la SCP. Ces divers entrepreneurs postaux peuvent ou non avoir leurs propres employés ou leurs propres sous-traitants indépendants.

[32] Le Conseil ne doute pas que l'intention du législateur, au paragraphe 13(5) de la LSCP, était, comme l'affirme la SCP, de faire en sorte que les personnes exécutant le travail qui était jusque-là confié à des entrepreneurs (et en particulier les contrats pour le SUF et le SR) ne soient jamais considérées comme des employés de la SCP. La question que doit trancher le Conseil est de savoir si la loi, telle qu'elle est rédigée, atteint en fait cet objectif.

[33] Le Conseil fait observer que la loi qui a été remplacée par la LSCP, à savoir la *Loi sur les postes*, ne définissait pas l'expression « entrepreneur postal », mais définissait l'expression « employé de la poste » :

« ... une personne employée à toute opération de la poste, mais ne comprend pas un entrepreneur de transport postal **ou un employé de ce dernier**, »

(c'est nous qui soulignons)

[34] La LSCP ne contient aucune définition du terme « employé de la poste », mais elle définit le terme « entrepreneur postal ». La définition d'« entrepreneur postal », à l'article 2 de la LSCP, ne fait aucunement référence à l'« employé d'un entrepreneur postal », qui figurait dans l'ancienne loi. Quand il s'est fait interroger sur cette omission, le témoin de la SCP, M. Peter McInenly, a indiqué que les rédacteurs avaient jugé que cela n'était pas nécessaire et que le libellé de la définition d'« entrepreneur postal » suffirait à soustraire les employés d'entrepreneurs postaux aux dispositions du *Code*. Le Conseil a du mal à admettre cette explication et croit plus probable que le législateur ne voulait pas exclure les employés d'entrepreneurs postaux de l'application du *Code*. Si la définition d'« entrepreneur postal » avait inclus la limitation additionnelle concernant « un employé d'un entrepreneur postal », elle aurait été formulée ainsi :

(5) Pour l'application de la partie I du *Code canadien du travail* à la Société ainsi qu'à ses dirigeants et employés, les entrepreneurs postaux **ou un employé d'un entrepreneur postal** sont réputés n'être ni des entrepreneurs dépendants ni des employés au sens du paragraphe 3(1) du *Code*.

(c'est nous qui soulignons)

[35] L'ajout de ces mots aurait eu pour effet de priver les employés d'entrepreneurs postaux de la possibilité de se syndiquer en vertu du *Code*, ce qui serait contraire à l'objectif qui, d'après M. McInenly et d'après le compte rendu des débats du Comité, était de faire en sorte que les entrepreneurs postaux tels que Air Canada et la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada demeurent assujettis au *Code* aux fins de leurs relations avec leurs propres employés.

[36] Dans ses observations finales, la SCP a évoqué la « règle d'or » en matière d'interprétation des lois : il faut interpréter les termes d'une loi dans leur contexte global en suivant le sens ordinaire et grammatical qui s'harmonise avec l'esprit de la loi, l'objet de la loi et l'intention du législateur. Cependant, en l'espèce, la SCP demande au Conseil d'interpréter le paragraphe 13(5) de la LSCP d'une manière qui non seulement empêcherait les entités avec lesquelles la SCP conclut un contrat (les entrepreneurs postaux) d'être considérées comme des employés ou des entrepreneurs dépendants à toutes fins du *Code*, mais empêcherait aussi un entrepreneur postal d'être considéré comme un employeur à certaines fins du *Code*, mais non pas à toutes. La SCP affirme que cette interprétation extrêmement large et libérale du paragraphe 13(5) est nécessaire pour donner effet à l'intention du législateur de maintenir une séparation entre la SCP et ses entrepreneurs postaux.

[37] Le Conseil est d'avis que le libellé du paragraphe 13(5) de la LSCP ne peut être interprété d'une manière qui étend aux employés d'entrepreneurs postaux la limitation des droits garantis par le *Code* qui est prévue à cette disposition. La disposition signifie exactement ce qu'elle dit, à savoir le fait que les entrepreneurs postaux sont réputés n'être ni des entrepreneurs dépendants ni des employés au sens du *Code*. Elle ne dit pas que les employés d'entrepreneurs postaux sont eux aussi réputés n'être ni des entrepreneurs dépendants ni des employés, et elle ne dit pas non plus que les entrepreneurs postaux sont réputés ne pas être des employeurs.

[38] En ce qui concerne leurs propres employés, les entrepreneurs postaux peuvent manifestement être des employeurs. Le paragraphe 13(5) de la LSCP n'a pas pour effet d'empêcher ce résultat. Une

demande faite en vertu de l'article 35 du *Code* oblige le Conseil à se demander si deux ou plusieurs employeurs constituent un employeur unique aux fins du *Code*. Par conséquent, le Conseil estime qu'il a le pouvoir d'instruire les demandes du STTP.

[39] Par conséquent, les audiences sur le fond des demandes du syndicat se dérouleront comme prévu, du 7 au 11 mai ainsi que les 24 et 25 mai 2012.

[40] Il s'agit d'une décision unanime du Conseil.

Traduction

Elizabeth MacPherson
Présidente

Norman Rivard
Membre

Patrick Heinke
Membre